

GÉNÉRATION TRANS SAUVEZ LES ENFANTS !

Au départ, cela semblait être une de ces lubies portées par des groupuscules bruyants mais ultra-minoritaires qui entendaient étendre les limites de la libération sexuelle. Quand l'acronyme LGBT (Lesbiennes, Gays, Bi et Trans) s'est imposé dans le langage public, on n'a pas compris qu'en s'arrimant à la lutte homosexuelle, c'est-à-dire en mettant sur le même plan *ce qu'on fait* (l'orientation sexuelle) et *ce qu'on est* (ce qu'on appelle désormais l'identité de genre), la cause trans allait devenir une des composantes de la panoplie du progressisme. Aujourd'hui, la transidentité est une mode qui fait fureur dans les collèges et lycées, un des vecteurs de la rébellion adolescente. Et ce que veulent les promoteurs de cette révolution anthropologique, c'est qu'elle devienne une norme parmi d'autres.

Qu'on ne se méprenne pas. Tout d'abord, on peut effectivement considérer comme un progrès le fait que chacun puisse jouer avec les rôles sexués ancrés dans les comportements sociaux, autrement dit, que l'on puisse être une femme masculine (un garçon manqué, disait-on autrefois) ou un homme efféminé. Une femme peut être général et un homme strip-teaser, et c'est très bien.

D'autre part, aussi mystérieux que cela soit pour la grande majorité des humains, qui considèrent leur sexe

de naissance comme un élément stable et structurant de leur identité, il existe, sans doute depuis toujours, des individus qui paraissent avoir subi une sorte d'erreur d'aiguillage et qui sont, depuis leur plus tendre enfance, attirés par les attributs de l'autre sexe. Tant mieux si la médecine leur permet de mettre en accord leur corps et leur psychisme – s'ils sont prêts à endurer les souffrances afférentes, c'est sans doute qu'il y a là quelque chose de vital. Que la société se montre plus tolérante avec leur singularité, fort bien.

Seulement, nous n'en sommes plus là. Financé par des milliardaires, soutenu par les institutions, encensé par de nombreux médias, le lobby trans s'emploie désormais à convaincre les adolescents – et particulièrement les adolescentes – que la fluidité du genre est l'état naturel de l'humanité. « *Chacun est ce qu'il veut être* », proclamait il y a peu Élisabeth Moreno, ministre du gouvernement Castex. Et s'il se trouve quelques psychanalystes et intellectuels courageux pour sonner l'alarme, l'école accompagne le mouvement et les parents sont de plus en plus désarmés face au rouleau compresseur de ce nouvel avatar du politiquement correct. Peut-être est-il trop tard pour s'y opposer. Dénoncer cette folie qui promet d'engendrer bien plus de souffrances qu'elle n'en apaisera n'en est pas moins un impératif moral. •

ÉLISABETH LÉVY

L'ARGENT N'A PAS DE SEXE

Par Jeremy Stubbs

Les transgenres sont un marché lucratif. Derrière leurs revendications se cache un lobbying financé par de puissants « philanthropes ». Les ONG et universités qu'ils soutiennent influencent l'Union européenne, la Maison-Blanche et alimentent l'industrie médicale. Un pognon de dingue au service d'une des formes du transhumanisme.

Les sociétés occidentales subissent actuellement les assauts du mouvement transgenre qui investit les milieux législatifs, éducatifs, médicaux et économiques. Ses objectifs immédiats sont l'inscription dans le droit de l'auto-identification de genre (sans passer par un diagnostic médical) et l'accès aux traitements de transition dès le plus jeune âge. Mais les buts ultimes consistent à éliminer du droit la notion de sexe biologique fondée sur deux catégories, masculin et féminin (le dimorphisme) ; briser le modèle de la famille traditionnelle ; et enfin transformer l'être humain en un objet manipulable à l'infini qui, en bon consommateur, se laisse tenter par toutes les modifications de son corps disponibles sur le marché. Nous acceptons déjà l'idée qu'une personne puisse être « transgenre » – passer d'un sexe à l'autre ; maintenant on nous demande d'envisager qu'elle puisse être *gender non-conforming* (« en non-conformité de genre ») et donc se situer au-delà du dimorphisme sexuel. L'être humain peut donc changer de genre, combiner deux genres ou n'en avoir aucun. Comment expliquer les progrès si rapides d'une campagne aussi absurde ? Les

idéologues de ce mouvement ont-ils des arguments solides ? Certainement pas. Les militants sont-ils bien structurés ? Certes, mais qu'est-ce qui permet une telle organisation ? Pour trouver la réponse, il faut adopter l'adage anglais, *follow the money*, et suivre jusqu'à sa source l'argent qui alimente le mouvement. Car il ne s'agit pas d'un élan populaire, spontané, mais d'une mobilisation imposée d'en haut et entretenue par l'argent de grands philanthropes. Ceux-ci créent un ruissellement d'argent qui irrigue tout un système d'ONG, de lobbyistes, d'universitaires, de médecins et de politiques. Et l'argent attirant l'argent, le fleuve ainsi créé est alimenté par d'autres dons de la part des autorités publiques et des grandes entreprises, soucieuses de leur image. Les recherches d'un petit nombre d'enquêteurs ont mis à nu ce réseau financier qui, originaire d'Amérique du Nord, s'est étendu au Royaume-Uni, à l'Europe et au-delà¹.

Au commencement était le dollar

C'est dans les années 1990 qu'un grand mouvement est lancé pour subventionner la cause des droits homosexuels. Il culmine dans les années 2010-2015 par l'adoption du mariage pour tous dans la plupart des pays d'Amérique du Nord et d'Europe. Pendant ce temps, l'idéologie du genre s'impose progressivement au sein des mouvements pour les droits des gays et lesbiennes. Vers la fin des années 1990, le « T » est ajouté aux « LGB », d'abord aux États-Unis par la National Gay and Lesbian Task Force. Par la suite, toute tentative des homosexuels plus traditionnels pour enlever le « T » est dénoncée et étouffée. Quand la lutte pour les droits homosexuels plus classiques triomphe, autour de 2015, la cause des trans prend le dessus, et l'argent des philanthropes se dirige de plus en plus vers elle. Trois donateurs jouent un rôle stratégique.

La plus âgée, Jennifer Pritzker, née James en 1950, est l'héritière d'un empire commercial gérant des investissements dans de nombreux secteurs. *Elle* mène une carrière militaire avant de se transformer en *elle*. En



Jennifer Pritzker, lieutenant-colonel retraitée de l'armée américaine devenue philanthrope transgenre.

2013, annonçant un changement de nom et de sexe, Pritzker devient la première milliardaire transgenre, à la tête d'une fortune de 1,8 milliard de dollars. En 1995, il avait créé la Fondation Tawani, initialement focalisée sur le bien-être des militaires avant de se tourner vers les questions de genre. En 2003, Pritzker donne 1,3 million de dollars à l'université de Californie à Santa Barbara pour étudier l'engagement des trans dans les forces armées. En 2013, il donne du capital d'amorçage à l'hôpital pour enfants Lurie, à Chicago, afin de lancer un programme de traitements pour les enfants en non-conformité de genre. Entre 2015 et 2020, il ajoute 775 000 dollars. Il donne presque 8 millions à l'université du Minnesota pour un programme d'études sur la santé sexuelle et la création de deux chaires adaptées, avec une attention particulière à la diversité des genres.

En 2016, il accorde 2 millions à l'université de Victoria au Canada pour la création d'une chaire d'études transgenres. En 2021, le Howard Brown Health Center reçoit un million pour renforcer les soins de santé pour les LGBT. Pritzker accorde aussi des sommes importantes à toute une ribambelle d'ONG influentes dans le domaine.

Le plus généreux des philanthropes est Jon Stryker, né en 1958, héritier d'un empire dans le domaine des dispositifs médicaux et à la tête d'une fortune personnelle de 4,4 milliards. En 2000, au moment où il fait son coming out en tant que gay, il crée la Fondation Arcus, pour subvenir aux causes à la fois des LGBT et des grands singes. Il aurait donné 66 millions à son ancienne université, à Kalamazoo, notamment →

pour la création d'un centre pour le leadership en justice sociale, ouvert en 2014. En 2011, il donne un million à l'université de Berkeley pour une chaire en études de genre, de sexualité et d'urbanisme. En 2019, c'est le Spelman College, une université historiquement noire, qui reçoit deux millions pour une chaire en études queer. En dehors du monde universitaire, il arrose presque toutes les ONG les plus connues : plus de 3,5 millions vont à l'ILGA (International Lesbian, Bisexual, Trans and Intersex Association), qui regroupe 1 774 membres affiliés dans 168 pays, et presque un million à Transgender Europe, qui réunit 183 associations dans 47 pays. À travers Borealis Philanthropy, entre 2015 et 2021, il donne presque huit millions à diverses organisations LGBTQ, dont presque cinq à des ONG spécifiquement trans.

McKinsey et la *Harvard Business Review* prodiguent des leçons pour créer un lieu de travail « trans-inclusif », tandis que l'Index de l'égalité en entreprise menace de couvrir de honte les sociétés manquant à l'exemplarité

Le troisième philanthrope est George Soros qui est souvent l'objet de théories du complot. Sa fondation, Open Society Foundations, poursuit ouvertement une politique de soutien à la cause trans. En 2013 et 2014, elle publie trois documents qui prônent l'auto-identification, l'acceptation d'autres sexes que masculin et féminin, l'accès aux traitements d'affirmation de genre pour les jeunes, et promet des subventions pour les ONG trans. Effectivement, entre 2016 et 2020, Soros accorde presque trois millions à l'ILGA, presque un million à Transgender Europe et autant pour Global Action for Trans Equality.

À quoi sert tout cet argent ?

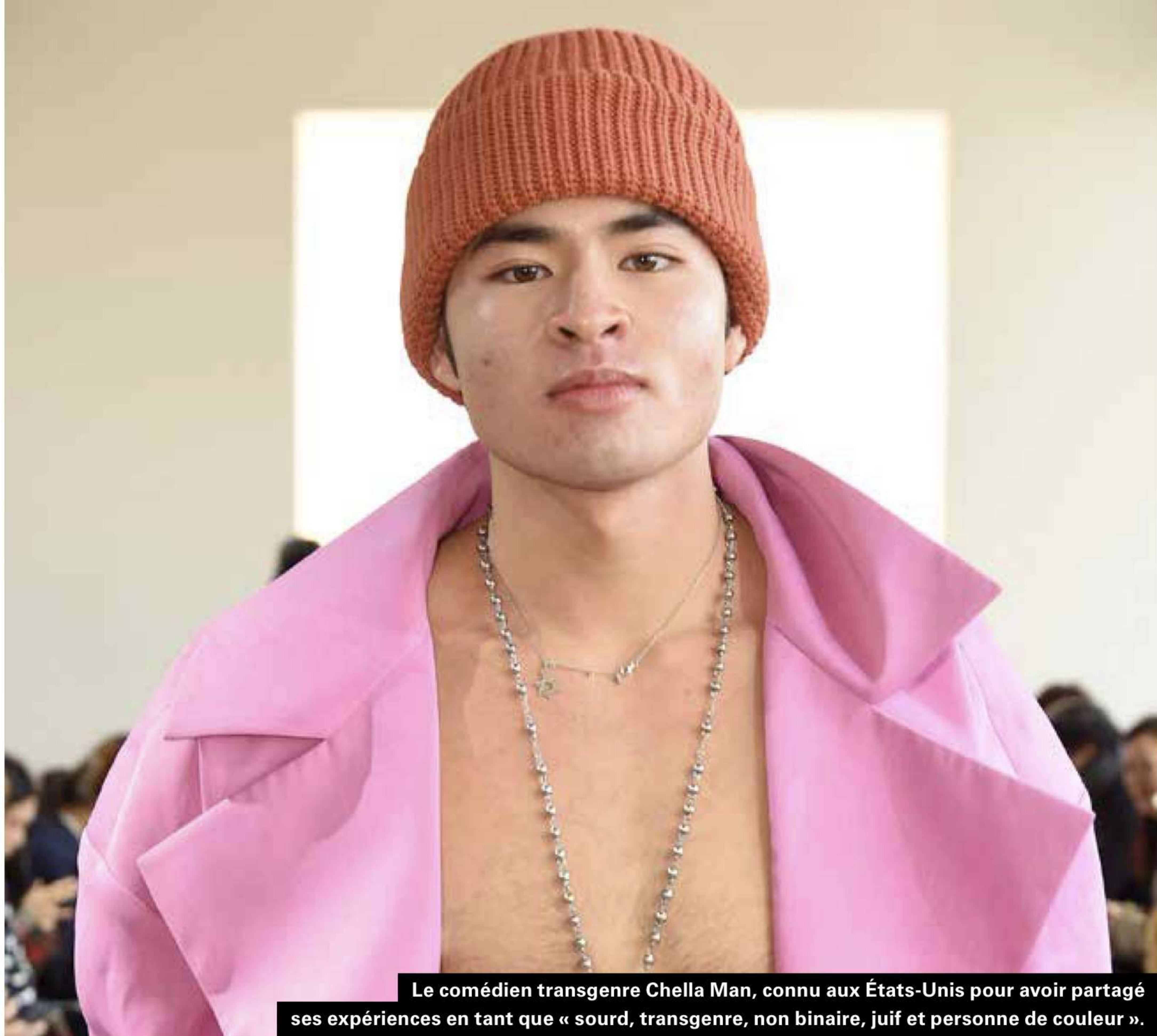
Abolitionnistes et sergents recruteurs

Les ONG utilisent ces subventions pour abolir le sexe biologique au bénéfice du concept subjectif d'identité de genre, banaliser le statut de personne non conforme au genre et recruter de nouveaux trans parmi les adolescents et même les enfants en bas âge. Elles promulguent des glossaires pour imposer dans les institutions publiques et privées un vocabulaire uniforme à l'image

de la mentalité et des actions qu'elles veulent encourager. Il y a des euphémismes comme « soins de santé d'affirmation de genre » (*gender-affirming*) qui remplace « traitement de réattribution sexuelle », trop brutal. « Dysphorie de genre » cède la place à « incongruence de genre », selon l'approche approuvée par l'OMS en 2019 pour « dépathologiser » la question. Plus sinistre encore, on parle partout d'« enfants trans » (*trans kids*) comme si leur existence allait de soi et ne résultait pas de l'influence d'adultes sur des êtres trop jeunes pour décider de leur sexe. Le succès est tel que, le 31 mars 2022, à l'occasion de la Journée internationale de la visibilité transgenre, la Maison-Blanche publie un communiqué de presse qui parle abondamment de *trans kids* en listant des initiatives qu'elle prend pour les soutenir.

Il s'agit ensuite de traduire cette conception en réalité juridique en exerçant une pression sur les législateurs. En 2015, le Conseil de l'Europe, qui encadre la CEDH, adopte une résolution appelant ses 47 pays membres à inscrire le concept d'identité de genre dans le droit. La décision intervient après une consultation d'ONG comme Transgender Europe, financée par Stryker et Soros. En 2019, un rapport est préparé pour l'International Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Queer and Intersex Youth & Student Organisation (IGLYO) par l'un des plus grands cabinets d'avocats, Dentons, et la Thomson Reuters Foundation. Si les avocats travaillent *pro bono*, l'activité de l'ONG est subventionnée par l'UE. Intitulé « Only Adults ? » et disponible en ligne, le document affirme que « les États devraient prendre des mesures contre les parents qui, en refusant de donner leur aval, entraveraient le développement libre de l'identité trans d'une jeune personne ». Adieu l'autorité parentale. Pour faire adopter une législation pro-trans qui brusquerait les sensibilités du public, il est recommandé de l'attacher à une réforme plus populaire comme l'introduction du mariage pour tous. Il s'agit de créer « un voile protecteur » – autrement dit de légiférer en cachette.

Pour mettre au pas les entreprises et les pouvoirs publics, au Royaume-Uni, l'ONG Stonewall, qui est subventionnée par ces derniers, leur dispense conseils et formations sur le genre au travail, quoique 40 organismes d'État viennent de quitter leur programme. McKinsey et la *Harvard Business Review* prodiguent des leçons pour créer un lieu de travail « trans-inclusif », tandis que l'Index de l'égalité en entreprise, publié annuellement par la Human Rights Campaign (subventionnée par Pritzker) menace de couvrir de honte les sociétés manquant à l'exemplarité. La Big Tech apporte sa pierre en interdisant tout propos niant les dogmes trans sur les réseaux sociaux. L'édifice est complété par la mode et le monde du spectacle. L'actrice trans Laverne Cox figure à la une du *Time* en 2014 ; le top model Valentina Sampaio orne les couvertures de diverses éditions de *Vogue* en 2017 ; le comédien Chella Man exhibe dans les revues sa poitrine cicatrisée. Des mannequins coiffés



Le comédien transgenre Chella Man, connu aux États-Unis pour avoir partagé ses expériences en tant que « sourd, transgenre, non binaire, juif et personne de couleur ».

et maquillés à la perfection proposent aux jeunes une image glamour de ce qu'un trans peut devenir. Ce qu'on ne dit pas, c'est la dépendance à vie à des drogues aux effets inconnus et le coût de ces transformations. Car le genre, c'est aussi un business.

Le complexe trans-industriel

Les transitions représentent un marché juteux qui pourrait représenter jusqu'à 200 milliards de dollars. Si certains de nos donateurs ont des liens avec le domaine médical, il n'est pas sûr qu'ils profitent directement de cette opportunité. En revanche, ils partagent une vision hypermédicalisée du monde où l'être humain peut subir des transformations multiples. Ici, on est proche du délire transhumaniste. Une psychologue new-yorkaise, la femme trans Laura A. Jacobs, croit que, grâce à la chirurgie et aux modifications génétiques, nous pourrions recomposer nos corps avec une variété de membres et d'organes sexuels². En tout cas, par un grand cycle capitaliste, l'argent investi par les philanthropes accélère la croissance de ce marché et l'arrivée de cet avenir. Les dons de Pritzker aux universités et hôpitaux créent une armée de professionnels spécialisés dans le traitement des personnes en non-conformité de genre. Ils promeuvent leurs traitements à travers

l'Association professionnelle mondiale pour la santé des personnes transgenres (WPATH) dont certains sont membres et qui a reçu des subventions de Pritzker. Le mieux c'est de chercher les candidats à la transformation les plus jeunes possible : en 2015, Stryker accorde 650 000 dollars au département de psychologie de l'université de Washington pour conduire une étude sur les enfants dits « transgenres » à partir de l'âge de 3 ans. Afin de justifier l'urgence et la radicalité des traitements, les militants citent des statistiques douteuses sur le nombre de meurtres et de suicides des jeunes trans et conduisent des études peu solides sur les effets bénéfiques des soins.

Pour endiguer cette vague de folie, on essaie de se battre sur le terrain des idées, mais cela revient à aller au combat avec un bras lié derrière le dos. Car c'est sur le terrain de l'argent et de l'influence que la vraie bataille a lieu. •

1. Voir surtout les articles en ligne de Jennifer Bilek et Mary Hasson. La plupart des chiffres cités ici sont établis à partir des données fournies par les sites des donateurs.
2. Dans Laura Erickson-Schroth, *Trans Bodies, Trans Selves*, Oxford University Press, 2014.

L'ÉDUCATION NATIONALE AUX COULEURS ARC-EN-CIEL

Par Gabrielle Périer

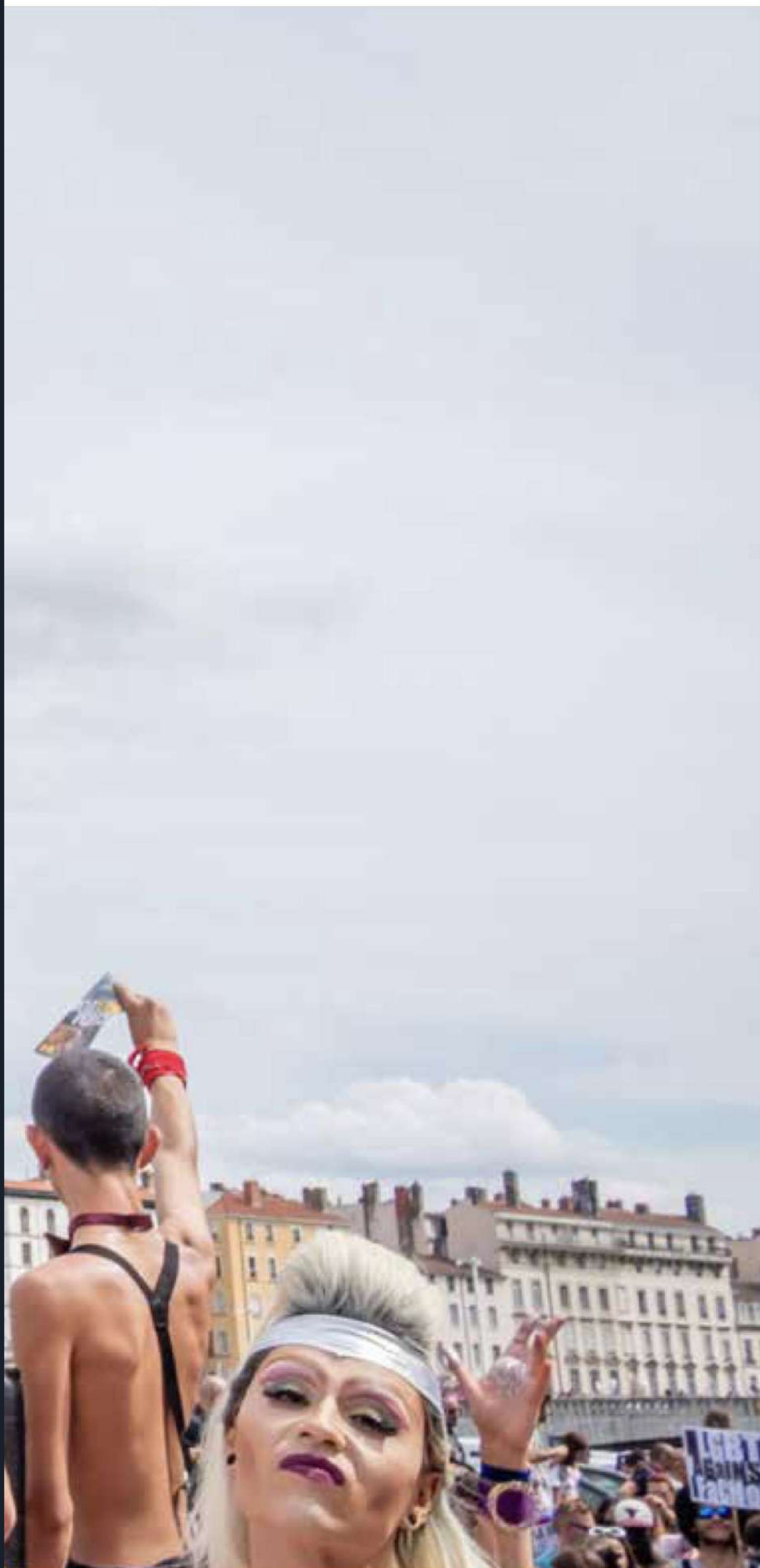


La Marche des fiertés LGBT, Lyon, 16 juin 2018.

Collèges et lycées vivent une véritable transgenre-mania. Alors que de plus en plus d'élèves se revendiquent d'un autre genre que celui de leur naissance, le ministère recommande aux professeurs d'approuver, lorsqu'ils ne l'encouragent pas, ces changements d'identité. Témoignages de parents désespérés.

C'

est le genre d'établissements saturés de demandes un an avant la rentrée des classes. Un lycée public de renom de l'Ouest parisien. Un collège privé du même secteur. Un grand lycée de la rive gauche. Tous abritent ce qu'on peut définir comme des « clusters » de jeunes transgenres. « Dans l'année de



ma fille au lycée, il y a cinq jeunes filles qui forment une bande, qui veulent toutes devenir des garçons et se faire appeler par un prénom masculin », témoigne Françoise, la mère d'une d'entre elles. « C'est sûr qu'il y a une recrudescence de jeunes ados trans, dans le collège de notre fille, il y en a deux autres », racontent de leur côté les Martin, dont la fille est scolarisée dans l'Essonne.*

Combien sont-ils, impossible de le savoir exactement. Mais la percée du mouvement transgenre dans les établissements scolaires est aujourd'hui flagrante. Dans les meilleurs lycées ou les collèges de quartier, à Paris, Lyon ou Toulouse, de nombreux adolescents qui ne manifestaient auparavant aucun problème d'identité sexuelle en viennent à se déclarer transgenres. Contestant l'« assignation » à leur sexe anatomique, ils réclament un changement de prénom, un traitement hormonal voire des opérations chirurgicales ; surtout, ils exigent de leur entourage qu'il reconnaisse sans délai l'identité qu'ils ont choisie. Une situation dont le caractère soudain ne correspond pas à la définition classique de la « dysphorie de genre », trouble de l'identité sexuelle décelable dès la petite enfance. Au contraire, c'est bien un nouveau phénomène qui est apparu il y a quelques années dans les pays occidentaux, et dont nous prenons aujourd'hui la mesure.

En France, au sein des établissements scolaires, le conditionnel est de rigueur, faute d'étude approfondie. Contacté par *Causeur* à propos du nombre d'élèves concernés, le ministère de l'Éducation nationale évoque une enquête menée auprès de 16 académies (sur 18) : pour l'année 2020-2021, « quatre demandes d'accompagnement d'élèves transgenres concernaient le premier degré et 78 demandes concernaient le second degré ». 82 cas pour quasiment toute la France ? De fait, même s'il ne s'agit que des situations où une « demande d'accompagnement » aurait été formulée, ce qui exclut toutes les revendications moins formelles, le chiffre donné par le ministère ne reflète certainement pas la dimension réelle du problème. C'est bel et bien un sujet qui donne des sueurs froides à l'institution scolaire : sans même entrer dans un débat sur les causes et la légitimité des revendications transgenres, les équipes enseignantes sont confrontées à des difficultés très prosaïques. Faut-il céder à un élève qui exige l'emploi d'un prénom d'usage ? Dans quels vestiaires doit-il se changer pour le cours de sport ? Doit-on sanctionner les autres élèves qui refuseraient de jouer le jeu... ?

Les équipes enseignantes sont écartelées entre l'acceptation de toute revendication de transidentité et l'inquiétude face aux changements soudains. Mais la peur de la sanction paralyse toute volonté de prudence. Les parents, sommés d'« accompagner » leurs enfants, c'est-à-dire d'accepter toutes leurs demandes, se retrouvent abandonnés par l'Éducation nationale.

« Son cerveau, c'est une disquette »

Christophe a découvert que sa fille de 15 ans se disait transgenre grâce à une « photo sur TikTok ». « Un jour, un de mes amis m'envoie une capture d'écran du profil de ma fille où elle se disait dysphorique de genre. Je suis tombé des nues. » Élixa, elle, a reçu un texto de sa fille de 14 ans signé d'un nom masculin. Elle n'a pas pris ça au sérieux, avant de s'alarmer quand elle a trouvé une copie de sa fille portant ce même nom. Pour les →

Martin, cela a été plus progressif : entourée au collège d'un groupe de copines LGBT revendiquées, leur fille de 14 ans a commencé à se déclarer « non binaire » (en se faisant accessoirement l'écho d'autres combats woke), avant de se rétracter, pour déclarer finalement qu'elle était un garçon transgenre. Avec à la clé coupes de cheveux, changements vestimentaires, bandages de la poitrine.

Les parents se demandent souvent d'où ça sort. D'autant plus quand leurs enfants n'avaient jamais eu de problème avec ce qu'on appelle leur « identité de genre ». « Ma fille a toujours été une petite princesse : elle aimait les robes roses, Hello Kitty, les journaux intimes... Même maintenant, elle n'a aucun intérêt pour les trucs masculins », explique M^{me} Martin. Le fils d'Aurore, 17 ans, s'habillait avec des vêtements de sport et « il jouait aux jeux vidéo où on se tire dessus avec ses copains », dit-elle. Bref, rien que de très classique. Alors, quel est l'élément déclencheur de la revendication trans ? Les histoires se ressemblent. La question transgenre survient à un

moment où les adolescents se retrouvent exposés aux réseaux sociaux, à l'âge de la puberté et de ses émois : il devient alors socialement impératif de commencer à afficher une « expérience » sexuelle factice. « Ils se posent des questions sur leur sexualité, j'ai appris des choses ! Il y en a qui sont "aromatiques", il y en a qui sont "pansexuels". Notre fille dit qu'elle est bi, en plus d'être trans. Même si elle n'a jamais embrassé personne. C'est à qui se rendra le plus intéressant », ironise M^{me} Martin.

Ce folklore adolescent, dont on pourrait penser qu'il est risible mais de peu de conséquence, prend en réalité une grande importance pour certains jeunes esprits fragiles. Dans un contexte de difficultés classiques (bouleversements physiques, questionnements sexuels, harcèlement ou isolement...), les jeunes gens vont trouver du soutien auprès de militants très actifs sur TikTok, YouTube ou Instagram. « Je pense que ma fille a du mal à accepter son corps », s'attriste Christophe : « Elle a quelques rondeurs. Elle m'a dit qu'elle faisait des crises d'angoisse sous la douche. » « On a su qu'elle se faisait



De jeunes manifestants participent à la Marche des fiertés, à Paris, organisée par l'inter-LGBT, 30 juin 2018.

Malaise au sein du corps médical

Après la « transition sociale », la deuxième étape consiste à changer effectivement son corps. En France, la chirurgie « du haut » et « du bas » est interdite aux mineurs. Mais il est possible d'avoir recours à un traitement hormonal sans âge minimal avec l'autorisation des parents. Un traitement qui a de grosses conséquences, voulues ou pas – de la masculinisation irrémédiable de la voix des jeunes filles à une fragilisation osseuse avérée, en passant bien sûr par la perte de la fertilité. Paradoxalement, même si on fait appel à ces techniques médicales très lourdes, l'OMS a consacré la « démedicalisation » de la dysphorie de genre, qui n'est plus considérée comme un trouble psychiatrique : le « ressenti » de genre, qu'il ne convient plus d'expliquer par autre chose qu'une sorte de révélation transcendante, doit alors être accepté d'emblée.

Malaise au sein du corps médical. Endocrinologue et mère d'un élève d'un lycée « cluster » de l'Ouest parisien, Jeanne regarde monter la vague transidentitaire avec scepticisme et inquiétude. « *Les médecins font attention à ce qu'ils disent car les militants sont très virulents mais au fond, je crois qu'il y a consensus chez les endocrinologues pour dire que l'explosion du nombre de jeunes affirmant que leur genre réel n'est pas celui de leur naissance est un effet de mode. C'est la conclusion obligée quand on a passé en revue les autres possibilités, dont aucune ne résiste à l'examen. Quel facteur pourrait multiplier les cas par 1 000 ou 2 000 ? Or, on en est là. On serait passé d'un cas sur 100 000 à 1 ou 2 % de transgenres.* »

À ce sujet, les lignes de fracture sont aussi idéologiques et choisir un médecin, c'est tirer à pile ou face. Le parcours démarre par le psychiatre qui doit déterminer si la dysphorie est sérieuse. Pour le fils d'Aurore, la psychiatre a commencé un suivi de long terme sans accepter a priori la transidentité. Pour le fils de Louis, cela a été une tout autre affaire : au bout d'une seule séance, le psychiatre l'a renvoyé en disant : « *Vous semblez sûr de vous, vous pouvez entamer votre transition.* » Les rendez-vous avec d'autres spécialistes – endocrinologue, urologue, etc. – se sont alors succédé sans qu'aucun n'émette de doute sur la démarche. Un positionnement que Louis, encore « naïf » il y a quelques mois, juge désormais avec amertume : « *Sincèrement, je pars du principe que ce n'est pas leur fils, et qu'ils n'en ont rien à foutre.* »

Lors du premier rendez-vous de la fille des Martin, le psychiatre a expliqué immédiatement en détail toutes les étapes d'une transition hormonale et chirurgicale. N'était-ce pas un peu rapide ? Réponse : « *De toute façon, les thérapies de conversion, c'est interdit.* » C'est le 25 janvier dernier en effet qu'a été adoptée une loi qui interdit les thérapies de conversion. Au départ, seules étaient visées les méthodes visant à modifier l'orientation sexuelle – ce sur quoi tout le monde était d'accord. Des députés ont ajouté un amendement, validé par le gouvernement, qui interdit également tout traitement (psychiatrique notamment) visant à changer l'« identité de genre » d'une personne. Faisant peser sur les médecins, en plus d'une pression sociale déjà croissante, la peur d'être attaqué en justice. On voit déjà les effets de cette loi. •

harceler. Elle a eu une période de phobie scolaire », rapportent de leur côté les Martin. La « communauté » trans va alors fournir un soutien émotionnel et des explications faciles à ce mal-être, en utilisant un vocabulaire idéologique – « cisgenre », « non binaire », mais aussi « mégenrage » ou « deadname » – qui prétend proposer une grille de lecture complètement nouvelle de l'identité et signe une volonté de rupture avec le reste de la société. « *De toute façon tu comprends rien, t'es qu'une cisgenre sans problème dans la vie* », se voit répliquer M^{me} Martin quand elle tente de parler avec sa fille. « *Tout son langage, c'est complètement préformaté. Son cerveau, c'est une disquette.* » Certains n'hésitent pas à parler d'embrigadement sectaire : « *Prenez les messages envoyés par ces groupes transactivistes, enlevez toutes les références au genre, et vous aurez le sentiment qu'ils*

proviennent d'une secte comme la scientologie ou les islamistes. Il s'agit d'éloigner des gens de leur famille, et de leur dire qui est leur vraie famille : la communauté qu'ils ont choisie », dénonce Christophe. Mère d'un jeune homme trans déjà adulte, Régine renchérit : « *Il était déjà très engagé politiquement, et là il s'est radicalisé. Il m'envoyait des mails où il disait des choses comme "l'amour maternel n'existe pas, c'est une construction sociale". Puis il nous a tous bloqués dans la famille, sur tous les moyens de communication.* »

La ligne officielle : se coucher

La mauvaise nouvelle, pour les parents qui souhaiteraient ramener leur enfant à davantage de mesure, est qu'ils ne pourront pas vraiment compter sur l'Éducation nationale. « *Le premier jour de cours, une des profs →*

de ma fille a distribué une feuille aux enfants et elle leur a demandé de cocher le pronom adéquat : “il”, “elle” ou “iel”, et aussi de donner leur nom, raconte Élixa. Ma fille a coché “iel” et mis un prénom masculin, et c’est comme ça que ça a commencé. Je pense qu’elle aurait été trop timide pour dire à tous les enfants de sa classe qu’elle était un garçon. Quelque part, cette prof a fait le travail pour elle. » Si cette initiative, certainement importée des États-Unis, reste isolée – aussi bien au niveau du collège en question que de manière générale –, elle est significative de la pénétration de l’idéologie transgenre dans une certaine partie du corps enseignant. Courant avril, un test d’anglais auquel étaient soumis tous les élèves de troisième leur demandait de donner leur genre :

Quand les adolescents transgenres en appellent à l’État contre leurs parents

« Nous, on a eu la totale avec notre fille. Les fugues à répétition, une agressivité verbale hallucinante et elle est même allée porter plainte contre des violences qui n’ont jamais existé », raconte Françoise. « Son père a passé 24 heures en garde à vue parce qu’elle avait dit aux flics qu’il la battait. Elle a aussi dit à l’infirmière du lycée qu’elle n’était pas nourrie, ce qui a donné lieu à une enquête sociale. Au début ils l’ont crue mais ensuite, ils ont conclu dans le rapport qu’elle avait besoin d’un soutien psychologique... » Aurore espère un peu le même résultat : c’est elle qui a décidé de provoquer l’enquête de l’Aide sociale à l’enfance après que son fils a dit partout qu’il était « en danger dans sa famille ». « J’espère que ça va déboucher sur une mesure éducative, peut-être que ça pourra aider. »

Voilà à quoi sont réduits certains parents lorsque la situation dégénère : lorsque les adolescents se radicalisent, l’État est invité à s’interposer. Sans contester ce rôle, ils s’interrogent : leurs enfants ont-ils décidé seuls de se couper de leur famille de cette manière ? « À un moment, ma fille a dit qu’elle avait un avocat. Mais quel avocat cela peut-il être, hormis celui d’une association trans ? » se demande Françoise. •

masculin, féminin ou « autre ». Le ministère a évoqué une « erreur », mais cet exemple national confirme une tendance générale. Dans tel établissement, c’est l’infirmière scolaire qui « facilite énormément les demandes des gamins transgenres » ; là, c’est le proviseur. Pour la fille de Christophe, un simple échange de mails avec les responsables de son établissement a suffi pour qu’elle se fasse appeler par un prénom masculin à partir de la rentrée 2021 et obtienne une carte de cantine avec ce prénom, sans même que ses parents aient été consultés.

Le 29 septembre 2021, le ministère de l’Éducation nationale a publié une circulaire : « Pour une meilleure prise en compte des questions relatives à l’identité de genre en milieu scolaire ». Tout en prônant le dialogue, l’écoute, la tolérance... le texte, en réalité, ressemble fort à un pied dans la porte au profit des activistes trans. Dans un entretien paru en janvier sur le site de *Causeur*, Sophie Audugé, déléguée de l’association SOS Éducation, dénonçait cette circulaire comme un manifeste reprenant « tout le corpus argumentatif de ce qu’on appelle l’idéologie transaffirmative » : elle conduit à accepter comme un fait toute déclaration d’un « genre ressenti » différent du sexe de naissance. En déclarant que « l’établissement scolaire doit être attentif à garantir les conditions d’une transition revendiquée ou confidentielle », la circulaire prévoit une adaptation du cadre scolaire aux demandes des élèves (toilettes ou chambres d’internat différentes), interdit que les consignes vestimentaires soient différentes selon le sexe... et commande d’accompagner les changements de nom. « Les personnes qui engagent une transition de genre [...] ne le font pas de manière irréfléchie », dit le ministère. Vraiment, à 13 ou 15 ans ?

Convaincre les récalcitrants

La circulaire recommande en outre de « veiller à ce que le prénom choisi soit utilisé par l’ensemble des membres de la communauté éducative ». Le ministère nous a précisé que les professeurs récalcitrants pourraient « voir leur responsabilité engagée », donc être sanctionnés. Une éventualité sans doute illégale, comme l’explique Aude Mirkovic, maître de conférences en droit privé à l’université d’Évry : « La loi du 6 fructidor an II, toujours en vigueur, est très claire : “Aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance.” Il est permis d’utiliser dans la vie courante le prénom d’usage de son choix, mais cette coutume n’a aucune valeur légale et cette utilisation ne peut être imposée aux tiers. » Une circulaire n’a pas de valeur juridique : elle est seulement censée expliquer la loi aux personnes chargées de l’appliquer. L’Éducation nationale n’a donc pas le droit de faire pression sur un enseignant pour qu’il accepte d’appeler Hugo Emma, ou vice versa.

En attendant, c’est bien la peur de la sanction qui paralyse tous les partisans de la prudence. « J’ai appris qu’au lycée catholique où était scolarisé mon fils, on l’appelait



La Marche des personnes trans et intersexes, à l'initiative du collectif ExisTransInter, Rennes, 5 octobre 2019.

par son prénom féminin, raconte amèrement Aurore. J'ai contacté la directrice, je lui ai demandé si elle faisait ça par idéologie. Elle m'a répondu que non, bien sûr, mais qu'elle était pieds et poings liés par cette circulaire. Elle avait peur. »

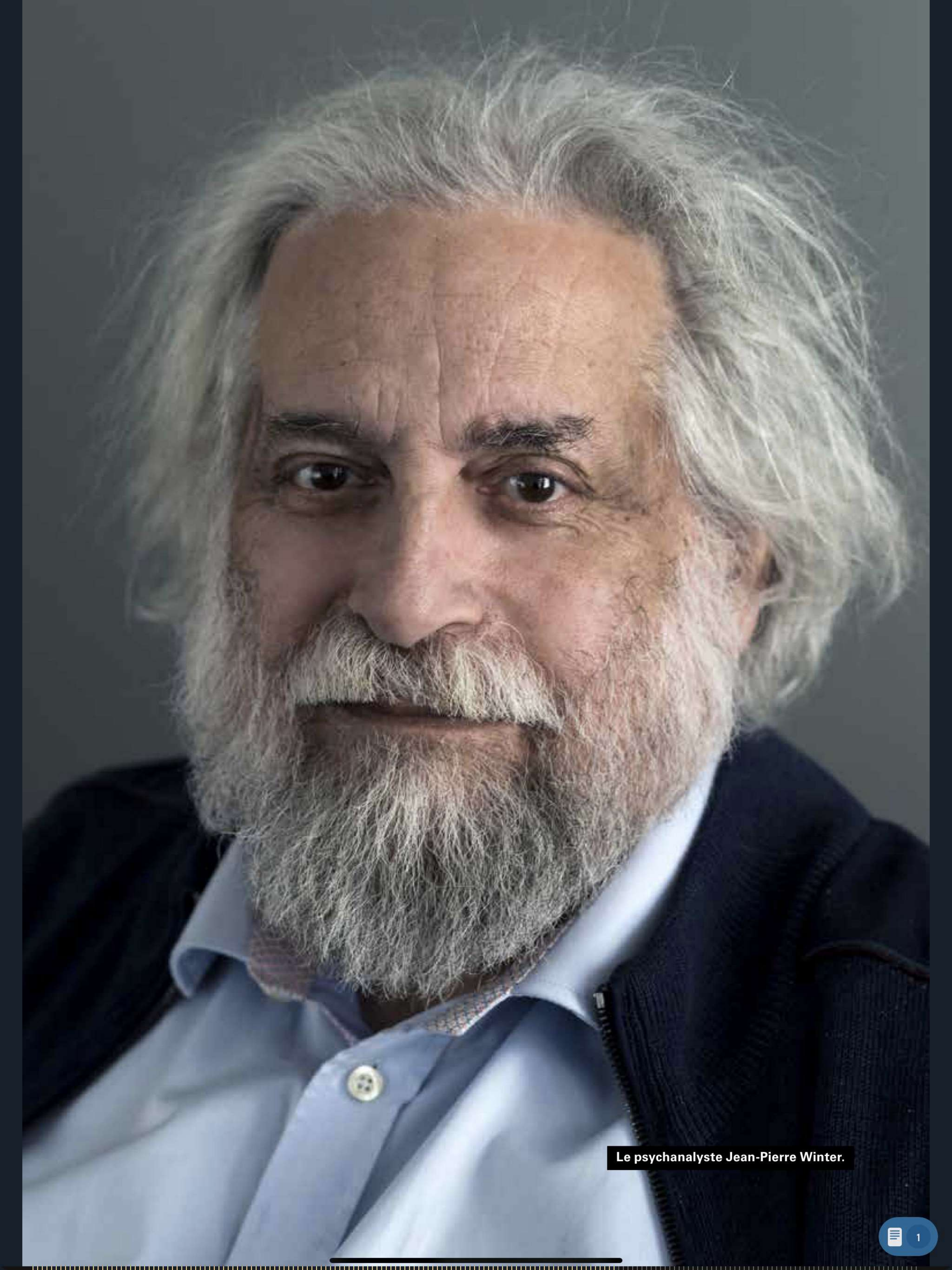
Seule condition à respecter selon la circulaire : « L'établissement, bien que soucieux de l'accompagnement de l'élève, ne peut opérer un tel aménagement sans l'accord des représentants légaux. » Dans le cas contraire, la circulaire incite les enseignants à faire pression sur les parents qui refuseraient le changement de genre : « Si les parents de l'élève mineur s'opposent à l'utilisation d'un prénom d'usage demandé par leur enfant dans son cadre scolaire, il conviendra alors, dans l'intérêt de l'élève et à son initiative, d'instaurer un dialogue avec sa famille. » Un « dialogue » dont on vous laisse imaginer la teneur. Et si jamais les parents ne cédaient pas, les services sociaux pourraient toujours être appelés en renfort ! Lorsque « le mineur apparaît en situation de danger dans son environnement familial ou de vie, les mécanismes prévalant en matière de protection des mineurs peuvent être actionnés », fait savoir le ministère. Paradoxe ultime : au dernier jour, quand les lycéens

obtiendront le bac, c'est leur prénom d'état civil qui sera utilisé sur leur diplôme, car le prénom d'usage ne peut réglementairement pas figurer sur les documents officiels.

Hormis donc le fragment d'autorité parentale qui reste, tous les outils sont aujourd'hui à disposition des adolescents pour faire accepter une transition sans la moindre remise en cause. Par idéologie ou par peur, les institutions scolaires cèdent sans réserve. Et les parents démunis, s'ils ne suivent pas eux-mêmes le mouvement, sont en butte à la réprobation universelle.

Pourtant, quelques groupes de réflexion commencent à se former en France pour lutter contre le phénomène : l'Observatoire de la petite sirène, le collectif de parents Ypomoni, l'association SOS Éducation travaillant aussi sur le sujet... à la suite d'organisations anglophones comme Genspect, une forme de think tank international. Cependant, il faut se rendre à l'évidence : leurs travaux ne suffisent nullement à ébranler les organisations militantes transgenres ni les institutions qui, par lâcheté, les laissent se livrer à leur saccage. •

*Les noms et prénoms ont été modifiés.



Le psychanalyste Jean-Pierre Winter.

PAROLES D'OR

Entretien avec Jean-Pierre Winter
Propos recueillis par Gil Mihaely

Pour le psychanalyste, la vague de dysphorie de genre qui frappe les adolescents est une épidémie facilitée par l'effacement de l'autorité – parents, profs, médecins... Face à la parole sacralisée, il est interdit d'interdire. Mais si écouter un enfant est une chose, le croire en est une autre.

Causeur. Les sciences sociales et après elles la politique se sont saisies de la question du genre à partir des années 1980-1990 comme s'il s'agissait d'une nouveauté radicale. Les tensions entre les rôles sociaux (le genre) et la biologie (le sexe) ne sont-elles pas aux origines de la psychanalyse ?

Jean-Pierre Winter. Bien sûr ! Et ce depuis Freud, le premier à avoir théorisé le fait que le sujet quel qu'il soit n'est pas nécessairement adapté à son anatomie. Il a réfléchi à la question sous l'angle de la bisexualité psychique en postulant qu'être d'anatomie homme ou femme ne signifie pas que, psychiquement, on se range mécaniquement du côté masculin ou du côté féminin. Il peut y avoir une distorsion entre les deux. C'est d'ailleurs très souvent le cas, et accepter que, selon la formule qu'il emprunte à Napoléon, « *l'anatomie, c'est le destin* » demande une maturation. On ne rejoint pas son « destin » d'un coup de baguette magique. La réalité reste le socle biologique. Quand la distorsion est spectaculaire, le sujet peut être amené à se fabriquer une réalité de substitution, et c'est là que les choses se compliquent.

Comment ?

Je pars de Freud ainsi que de travaux pionniers de Robert Stoller qui travaille sur les premiers cas de transsexualité (*Sexa and Gender: On the Development*

of Masculinity and Femininity, et *Sex and Gender: the Transsexual Experiment*, tous deux publiés en 1968). C'est à lui que l'on doit la première théorie du genre, qui affirme que le sexe et la sexualité ne sont pas la même chose. Le sexe, ce sont les chromosomes XX ou XY. La sexualité, c'est le fait que vous êtes un homme pour une femme, un homme qui « sait » qu'il y a des femmes. Stoller dit qu'il y a un substrat biologique à la certitude de ne pas être né dans le bon corps et que dans certains cas très limités, c'est ce qui conduit à un malaise que l'on appelle dysphorie de genre.

Y a-t-il un fondement biologique dans ces cas ?

Oui, mais c'est très rare. On ne peut pas penser la sexualité indépendamment du fait qu'il va falloir, dès les premiers mots, peut-être même dès la naissance, *faire l'homme* ou *faire la femme*. Je choisis mon expression à dessein. Il n'y a pas d'essentialité de l'homme ni d'essentialité de la femme. Les extrêmes essentialisent l'homme. Ainsi, si on est d'anatomie homme et qu'on se « sait » être une femme, on demandera à la chirurgie de faire en sorte de conformer l'anatomie à cette réalité-là qu'on « connaît ». Mais la majorité des gens, pour l'instant en tout cas, sont poussés à « faire » l'homme ou la femme auquel la biologie les arraisonne, à faire semblant. Cela s'appelle la parade.

Pourriez-vous donner des exemples ?

Chez les femmes, par exemple, c'est le maquillage, c'est la séduction, sachant qu'il y a toujours un coin de notre psychisme où nous savons que nous nous identifions à un discours convenu qui varie dans le temps et dans l'espace.

Les enfants, j'en ai connu beaucoup, dans leur premier âge, qui jouent avec cela, *c'est-à-dire qu'ils cherchent*. Un petit garçon, par exemple, peut dire « *Moi, je suis une fille* » et se déguiser en fille. Cela ne veut pas dire qu'il y croit, mais cela signifie qu'il essaie d'explorer un mode de jouissance qui n'est pas le sien. Mais cela dit aussi qu'il teste son entourage sur le mode du « est-ce →

que vous me croyez si je vous dis que je suis une fille ? ». Et la réponse sera très importante.

Quand vous dites « enfants », vous pensez aussi aux adolescents ?

Oui ! La période de l'adolescence, c'est le retour de ce qui a été mal assimilé dans l'enfance, qui se métabolise. L'adolescence est le temps d'un immense travail psychique, où on renoue avec les expériences du début de la vie. Dès lors que ces enfants sont identifiés à leur parole, le résultat sera que leur imagination – c'est vraiment, le cœur de la problématique – deviendra la norme du réel. C'est valable dans les histoires de transsexualité, mais aussi dans toutes les affaires de wokisme et dans les théories du complot de manière générale. Le seul fait que j'imagine quelque chose fait que ça devient réel. Je suis un garçon anatomiquement homme, j'imagine que je suis une fille, et la réalité devient cela, c'est mon réel. Et donc je vais demander à la chirurgie de faire advenir mon réel, ma *conviction absolue*, qui veut que si j'ai l'apparence d'un garçon, en fait je suis une fille. Ce réel-là, qui est mon imaginaire, l'emporte sur mon corps, quelles qu'en soient les conséquences, que je ne connais pas. À ces jeunes, la médecine ne dit pas tout parce qu'on ne sait pas tout des conséquences que cela implique. Il y a des choses très sérieuses qui peuvent se passer, comme une perte de sensibilité sexuelle, une perte de jouissance et surtout une médicalisation à vie. On entend : c'est le bonheur, enfin il s'est réalisé ! Tout cela concerne bien d'autres domaines que la transsexualité. Cette dernière est un épiphénomène de ce phénomène. Le critère de vérité aujourd'hui, qui est autre chose que le critère de réalité, n'existe plus. C'est à chacun sa vérité, même si c'est un mensonge ou simplement une rêverie.

Passons des enfants et adolescents vers les adultes. Il y a une enfant de 13 ans qui dit à ses parents : « Je vous hais ! » Les parents ne croient pas une seconde qu'il s'agit vraiment d'une haine de l'enfant envers eux. Là on est troublé, mais on sait quoi faire globalement. Cette même fille à présent dit : « Maintenant, vous m'appelez Théo. »

Tout d'abord on ne parle que parce qu'on attend une réponse. J'ai donné plus haut l'exemple du garçon qui dit à ses parents « Regardez, je suis une fille ». Si la réponse le conforte dans ce qu'il dit *hic et nunc*, alors il est piégé car il est identifié à ce qu'il dit. Or nous sommes tous toujours en décalage par rapport à ce que nous disons. Lorsqu'on prend les enfants « dysphoriques de genre » au pied de la lettre, on passe complètement à côté des choses et on ne leur rend pas service. C'est un déni de l'inconscient.

Cette position de l'adulte qui s'oppose à l'enfant/adolescent, qui impose une norme et une réalité, nous amène vers la question du père.

Tout à fait. À propos du film *Les Garçons et Guillaume, à la table !*, que tout le monde a trouvé formidable bien qu'en passant à côté de l'essentiel : Guillaume ne devient pas une fille, malgré l'extraordinaire pression de sa mère, malgré le fait qu'il découvre dans son analyse son envie de séduire sa mère. Ça ne marche pas. Il restera un garçon. Pourquoi ? Comment expliquer que ce nominalisme (le nommer fille) ne fonctionne pas ? Tout est dit dans le film : quand son père le surprend déguisé en Sissi impératrice et dansant comme s'il était une fille, il lui dit « ça suffit ! non ! » et ses frères se moquent de lui. C'est le moment où ça se retourne. Guillaume attribue

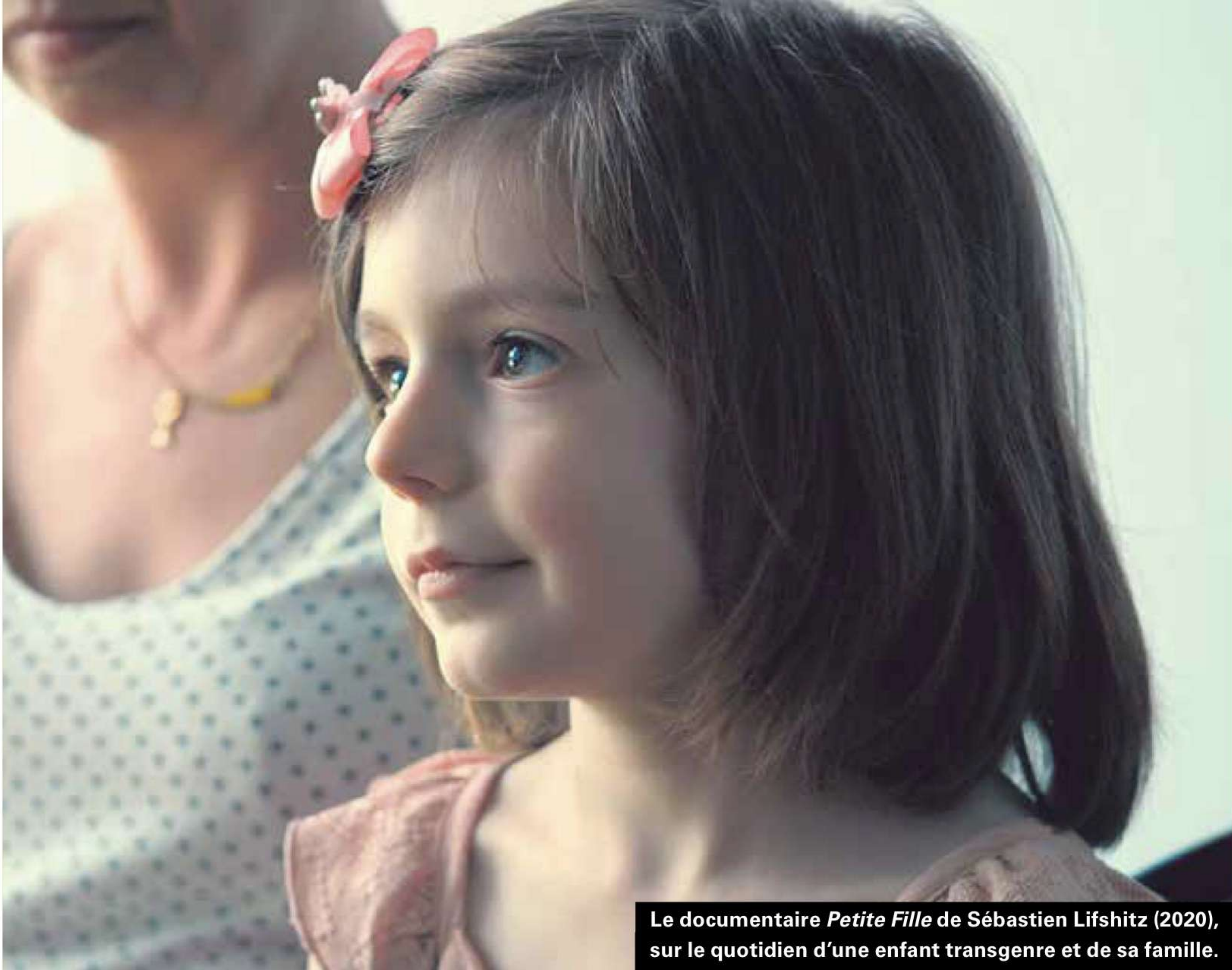
Le rôle du père est de mettre un frein à la jouissance imaginaire de son enfant, voire à la jouissance imaginaire de la mère en disant : non, tu es garçon et garçon, tu seras

le point de bascule à la séance où sa psy lui aurait dit de s'aimer lui-même ou quelque chose dans le genre. Ce n'est pas ça ! Il y a eu un père pour lui dire non.

Robert Stoller explique que, dans la plupart des cas qu'il a étudiés, le père était soit complètement absent, soit évanescent, soit soumis au discours maternel, c'est-à-dire qu'il ne tenait pas son rôle. Et ce rôle est de mettre un frein à la jouissance imaginaire de son enfant, voire à la jouissance imaginaire de la mère en disant : non, tu es garçon et garçon, tu seras.

Quelle est votre lecture de *Petite Fille*, le documentaire de Sébastien Lifshitz diffusé par Arte en 2020, qui fait l'objet d'un long échange entre Charles Melman et Jean-Pierre Lebrun publié sous le titre : *La Dysphorie de genre : à quoi se tenir pour ne pas glisser ?*

J'attire l'attention sur la manière précise dont Sasha s'exprime. Cet élève de CE1 qui, selon sa mère, « se sent » être une fille dans un corps de garçon dit : « Plus tard, je serai une fille. » Mais les parents et la médecine ne retiennent de la phrase que « je serai une fille » sans s'arrêter sur le « plus tard ». On élimine donc purement et simplement la dimension de la temporalité. Or, ce qui est capital dans l'évaluation de la réalité de la transsexualité précoce, c'est qu'il faut du temps pour apprécier justement s'il s'agit d'un *work in progress* ou d'une certitude acquise déjà très tôt. Il faut être nuancé dans cette affaire. Il faut se donner beaucoup de temps. C'est pourquoi, quoi qu'en disent les gens qui voudraient que ce soit immédiat – et d'ailleurs dans la radicalité, il y a toujours quelque chose de l'immédiateté –, les psycha-



Le documentaire *Petite Fille* de Sébastien Lifshitz (2020), sur le quotidien d'une enfant transgenre et de sa famille.

nalystes sont les mieux à même pour apprécier la pertinence de la demande de changement de sexe, car ils se donnent le temps d'écouter les gens. Et ils savent que ce qu'on dit n'est pas forcément ce qu'on croit, ou ce qu'on veut. Qu'il y a de l'inconscient. Et qu'on peut dire les choses pour de multiples raisons et notamment parce qu'on attend une réponse.

En conséquence, lorsqu'un enfant ou un adolescent dit quelque chose de cet ordre-là, c'est un dire qu'il va falloir interpréter, pas accompagner ! L'interpréter en silence, pour que lui-même l'interprète éventuellement, ou l'interpréter en lui ouvrant une voie, une voie d'accès aux raisons inconscientes qu'il aurait de faire les choses, c'est-à-dire à son désir qui n'est pas forcément ce qu'il veut.

Une fois adulte, si ayant fait ce travail, il n'est pas délogé par lui-même de sa propre certitude d'être une femme, c'est sa responsabilité. Il ne s'autorise que de lui-même, comme dirait Lacan. Il peut être aidé par la médecine, par les chirurgiens, mais il est majeur, c'est son corps et il fait comme il veut. C'est différent avec les adolescents, car on présuppose que, pour eux, c'est encore en friche, au travail. Dans un certain nombre de cas, pas dans tous, cette épidémie de dysphories est une radicalisation du faire-semblant.

Quand cette épidémie a-t-elle commencé ?

Il y a à peu près une vingtaine d'années, quand la société libérale a produit un discours idéologique selon lequel

chacun pouvait se reconnaître et s'identifier à sa propre jouissance – « je suis ce dont je jouis ». Autrement dit, à partir du moment où la jouissance est devenue une identité. Le psychanalyste s'oppose à cette idée de l'identité fixée à la jouissance : pour lui l'identité n'existe pas, il n'y a que des identifications. Ce qu'on appelle l'identité, c'est le conglomérat, la synthèse des identifications. On s'identifie dans notre enfance aux parents, aux frères et sœurs, à tel héros imaginaire, réel. Un coup on est Napoléon, un coup un valeureux chevalier, un coup un mendiant... Puis une synthèse s'opère et forme ce que Freud appelle le Moi. Lacan appelait cela le « miroir aux alouettes », plusieurs petites facettes tournent ainsi et forment le Moi. Et en même temps, il y a des choses qui ne dépendent pas de nous et qui fixent notre identité administrative. Elle n'est pas plus que cela, mais cela importe. En effet, cette identité administrative est aussi l'inscription de la transmission de génération en génération. Mon nom de famille, c'est le nom de mon père, de ma mère aujourd'hui, de mes grands-parents, etc. On peut remonter loin. Le nom que l'on reçoit, c'est quelque chose que l'on s'approprie. On va l'accepter ou on va le refuser, c'est-à-dire qu'on va bien le porter ou qu'on va mal le porter.

Et le prénom ?

Le prénom c'est un nom que nous ont donné nos parents, parfois l'un des deux, en accord entre eux ou de façon conflictuelle, et il s'ensuit que j'arrive à →



Accompagnée de sa mère, Lilie Vincent, enfant transgenre de 8 ans, s'exprime dans l'émission « Quotidien » sur TMC, 6 octobre 2020.

habiter ce prénom ou que je n'y arrive pas. Les enfants qui disent qu'ils veulent changer de sexe – c'est constaté cliniquement – commencent très souvent par dire qu'ils veulent changer de prénom. Ils n'arrivent pas à habiter le prénom qui est le leur. Quel est le choix du prénom qu'ils font quand ils s'autonomment ? En remontant la chaîne, on arrive à repérer pourquoi ils ont été nommés ainsi, si ça correspond à un cadeau fait à tel aïeul, à une figure très investie par le père ou par la mère, une figure d'acteur, d'actrice... on fait des découvertes fantastiques. Dans un certain nombre de cas, quand on fait ces trouvailles, comme par hasard, le désir de changer de sexe s'évanouit. Quelle est la contre-expérience ? C'est l'adoption. Les enfants adoptés dont les parents croient malin de changer le prénom, c'est une catastrophe.

Vous avez parlé de la langue et de son substrat symbolique. La multiplication de demandes de changement de genre et de sexe s'accompagne d'un changement de vocabulaire.

Oui. Tout cela s'accompagne de la création d'une novlangue, la langue de ceux qui ont ces pratiques-là, qu'ils essaient de diffuser dans la société, avec par exemple le pronom « iel ». Vous avez peut-être entendu parler de l'émission « Ça commence aujourd'hui » de

France 2. Il y a eu un épisode animé par l'excellente Faustine Bollaert intitulé « Ils ne sont pas nés dans le bon corps ». Il y avait trois témoins, un petit garçon transformé en petite fille que l'on balade sur tous les plateaux télé, un adolescent qui a fini sa transition et un autre qui est en cours. Ce qui est extraordinaire, c'est que dans cette émission, se donne à voir une forme de compassion pour ces personnes, ces enfants, ces adolescents et leurs parents sans aucun contrepois. Le seul psychiatre qui *accompagne* sert la soupe. Les parents, touchants de modestie, disent : « *au début, on a mal réagi, mais après on a compris* » ; « *maintenant il est heureux, on est tous heureux* ». Et tout cela sans la moindre interrogation ! On est quand même sur le service public ! Il faudrait peut-être aussi écouter les témoignages de gens qui détransitionnent ou qui regrettent d'avoir effectué la transition et reprochent à leurs parents de les avoir crus. Ils sont de plus en plus nombreux. Il devrait y avoir un minimum de prudence.

Cependant, même si ces manières de voir et d'agir par rapport à ce phénomène sont entrées dans les esprits, je ne pense pas que cela va durer. Et la preuve en est que dans les pays qui nous devancent, la Suède, la Grande-Bretagne, on commence à avoir des doutes de plus en plus sérieux sur cette mode de l'« accompagnement ». •

LES ENFANTS D'ABORD !

Par Chantal Delsol



Dans *La fabrique de l'enfant transgenre*, Caroline Eliacheff et Céline Masson montrent comment les plus jeunes sont victimes de la propagande transgenre. Alors qu'ils sont embrigadés par des réseaux militants comme par une secte, le changement de sexe devient pour eux une liberté à conquérir. Et les parents n'ont rien à redire.

Manifestation « pour les droits des personnes transgenres et intersexes », lors de la Marche des fiertés, à Madrid, 28 juin 2021.

C

aroline Eliacheff et Céline Masson nous apportent un petit livre magnifique de clarté et de courage, *La Fabrique de l'enfant transgenre* (L'Observatoire) : tout est déjà dit dans le titre. Il s'agit bien de la tentative de multiplier les demandes de transidentité, pour des raisons idéologiques. Les →



Les psychanalystes Caroline Eliacheff et Céline Masson.

enfants et adolescents font les frais de cette mode, ainsi que les parents affolés, naïfs et apeurés. Cette emprise d'un nouveau genre valait la peine de sa description. Nos enfants risquent bien sûr de tomber dans les rets d'une secte cinglée ou d'un groupe djihadiste, mais ils risquent aussi, par un processus analogue, de se voir convaincus d'être un autre au nom de la sacro-sainte liberté d'autodétermination. Quand « être un autre » est un fantasme impossible à réaliser, il vaudrait mieux en réserver la décision à des adultes, capables d'en assumer les conséquences. Mais vouloir attirer les enfants dans les transitions de genre, c'est faire œuvre idéologique.

Tous les parents et tous les psychologues savent que le préadolescent et l'adolescent passent par des phases d'interrogation angoissante sur leur propre identité. Il est facile d'interpréter ces angoisses comme des dysphories de genre et de prétendre qu'une fois faite la transition, tout sera résolu. Le fondement de ce discours est facile à saisir. Il s'agit d'un mouvement supplémentaire de libération : la libération des enfants. Et libérer signifie ici non seulement sortir de l'autorité parentale, mais aussi échapper en partie à la condition humaine, dont on peut résumer les caractéristiques en trois points : l'identité sexuée ; la transmission ; la mortalité. On sait les efforts qui sont faits pour atteindre ce que Laurent Alexandre appelait « *la mort de la mort* ». On observe à

quel point la transmission est mise à mal en Occident. Faire en sorte que l'identité sexuée soit un choix et non un destin, c'est faire un pied-de-nez à l'anthropologie, à la condition humaine, bref, à tout ce que l'on voudrait faire dépendre de la volonté individuelle. Le problème est qu'il s'agit là d'un attrape-nigaud. Et c'est probablement pourquoi tout est fait pour pouvoir s'en prendre aux enfants. Nombre de films ou documentaires sont tournés à la louange de la transition de genre, dont on admire la « tolérance » vis-à-vis de ces enfants qui ont « la liberté d'être soi ». Un discours de propagande qui reflète essentiellement une haine du monde, un refus de l'être. Car enfin je n'ai pas la possibilité de devenir un léopard, ou de redevenir jeune étant vieux, ou d'annuler le handicap. Je puis me déguiser en léopard, faire le jeune (assez sottement d'ailleurs) si je suis vieux, ou bien porter des jambes artificielles si je suis handicapé. Mais ce seront toujours des prothèses. Ce ne sera jamais une identité nouvelle, créée par ma seule volonté. Et parce que les enfants lisent des contes de fées où les citrouilles peuvent devenir des palais et les princes charmants se transformer en crapauds, il est aisé de leur faire croire, pour les besoins de l'idéologie libertaire, qu'ils peuvent à leur aise choisir leur identité de genre.

Avec l'école peut commencer une transition sociale : l'enfant qui le demande, dès la primaire (4 ans selon

la loi écossaise par exemple), a le droit de changer de prénom et les enseignants sont tenus de respecter l'appellation qu'il exige. Puis vient la transition médicale, qui en est la suite logique. La dysphorie de genre peut être diagnostiquée dès le premier entretien chez le pédopsychiatre, après quoi le processus est enclenché. Rendez-vous est pris avec l'endocrinologue et les traitements hormonaux commencent. Les dossiers portent désormais la mention « santé sexuelle » – alors qu'il ne s'agit pas d'un problème de santé, le jeune en question étant parfaitement sain, mais on ne veut pas non plus parler d'un problème psychique, ce qui laisserait entendre la nécessité d'un soin. Depuis peu, en France, le fait de vouloir « soigner » l'identité de genre ou l'orientation sexuelle d'une personne est puni de prison. Une décision individuelle libre ne se « soigne » pas et la volonté de transition est une décision individuelle libre. Pourtant, la Sécurité sociale rembourse la transition et la décrit comme « *affection longue durée hors liste* ».

Les enseignants le savent : l'engouement pour la transition ressemble à une épidémie. Dans chaque classe, on peut trouver quelques jeunes qui ont demandé à changer de prénom. Les réseaux sociaux permettent une contagion virale. Et c'est là le plus intéressant – et inquiétant : les réseaux en question jouent le rôle de communautés soudées et agressives. Ils recrutent et ils encasernent. « *Détransitionner est perçu comme une hérésie par les fidèles* » et expose à des représailles, écrivent les deux psychanalystes. Les réseaux trans se comportent comme des sectes. Le jeune trans, une fois pris en main, est transformé en héros et se mue en une sorte de disciple. C'est une communauté, une « famille » luttant de toutes ses forces contre ses ennemis : les cisgenres. Les deux auteurs n'hésitent pas à parler d'emprise mentale. Les réseaux embrigadent, ici comme pour d'autres causes idéologiques. La plupart des jeunes transitionneurs ont été convaincus sur les réseaux sociaux. Tous les éléments sectaires sont présents, depuis le vocabulaire soi-disant scientifique jusqu'à la manipulation mentale et la fabrication d'ennemis. Les parents décrivent des phénomènes semblables à la captation dans des sectes religieuses. Pour eux aussi, la pression est forte. Refuser de se plier aux exigences des réseaux trans revient à se voir traiter de réactionnaire et de transphobe, et tous les phobes ont très mauvaise presse. Aussi les parents affolés renoncent-ils à s'élever contre la « décision » de l'enfant. Aussi les enseignants et les autorités scolaires s'empressent-ils d'acquiescer aux désirs de l'enfant.

Un enfant aussi jeune est-il capable de prendre pour lui-même des décisions aussi drastiques ?

La réalité est bien différente. Il s'agit ici de « *prendre un phantasme pour un désir, puis faire croire qu'il est réalisable* ». L'enfant ne changera pas de génome. Il devra suivre un traitement à vie. La chirurgie sera une prothèse et un faux-semblant. Quand on lui fait

croire qu'il deviendra autre, c'est mensonge. Le leurre anthropologique s'avère en de nombreux faits que l'on cache soigneusement. Les études montrent que la plus grande partie des adolescents tentés par la transition y renoncent avec la puberté. Elles montrent aussi que le malaise psychologique qui précède la transition lui survit généralement et que les suicides sont plus importants dans la population trans adulte. Les traitements hormonaux permanents comportent des dangers dont personne ne parle. Les « détransitionneurs », voués aux gémonies sur les réseaux, ne font pas en France l'objet d'études, tant la pression est forte... Nous sommes en face d'une nouvelle idéologie de recréation du monde. Et ici comme auparavant, la multiplication des expériences, accompagnées d'une logorrhée admirable, ne suscitera pas la transformation souhaitée : il y aura des foules d'enfants malades, c'est tout. Quand Lyssenko a massacré la terre russe pour transformer le blé en orge, il n'a rien transformé du tout, malgré sa logorrhée : il a détruit les récoltes.

S'emparer des enfants, pour faire d'eux les proies d'une idéologie... Faire « de ces enfants sains des patients à vie » pour la gloire de l'autodétermination totale : quelle escroquerie sinistre et mortifère

L'identité sexuée est une caractéristique humaine qui résiste à notre volonté, et c'est bien pourquoi, probablement, nos contemporains cherchent à la réduire et à l'anéantir par tous les contes de fées à disposition. On regrette seulement que cela tombe sur l'enfant. Est-il capable d'en comprendre les conséquences ? Un adulte fait ce qu'il veut. Mais s'emparer des enfants, faire valoir leur soi-disant liberté d'être tout, pour faire d'eux les proies d'une idéologie... Faire « de ces enfants sains des patients à vie » pour la gloire de l'autodétermination totale : quelle escroquerie sinistre et mortifère. On pourrait espérer, étant donné l'enjeu, que les gouvernants, et surtout les parents, cessent de se laisser intimider. •



Caroline Eliacheff et Céline Masson, *La Fabrique de l'enfant transgenre*, L'Observatoire, 2022.